

sident et ses amis semblent tentés par la même aventure et entreprennent de créer leurs banques et institutions financières ; ils ont pris le contrôle de la Bank of America et ont lancé la Trade Bank, entre autres.

La dimension proprement politique de ces rivalités économiques apparaît encore plus clairement lorsqu'on constate que la plupart des hommes mis en difficulté sont réputés proches du vice-président Mwai Kibaki. Une fois de plus, ce dernier paraît être la cible privilégiée

d'un groupe qui souhaite dominer totalement l'État, tant dans ses appareils politiques qu'économiques. La relative discrétion du vice-président, son habileté manœuvrière, les soutiens dont il bénéficie encore dans les milieux économiques lui ont permis jusqu'à présent de se maintenir. Mais nul ne sait combien de temps il pourra résister ainsi sans avoir à se démettre ou à contre-attaquer ouvertement.

La Guinée va-t-elle continuer à négliger son agriculture ?

En Guinée, où le « naufrage » de l'économie est patent (1), le secteur agricole a subi le plus cuisant échec de la période Sékou Touré. Néanmoins, la priorité affirmée par le nouveau régime, depuis bientôt trois ans, en faveur d'un développement rural, ne se traduit pas encore par des actions concrètes.

Au contraire, les mesures « d'assainissement » prises sous l'égide du FMI et de la Banque mondiale sont difficilement compatibles avec les objectifs affichés d'autosuffisance alimentaire et de promotion de la petite exploitation paysanne. Après la période d'euphorie qui a suivi dans les campagnes la libéralisation du régime, le risque d'un appauvrissement des paysans, d'une coupure accentuée entre la

capitale et le monde rural nous paraît dans le droit fil de la politique engagée qui accroît la dépendance du pays.

La population de la Guinée est estimée à 5,5 millions d'habitants (pour 250 000 km²) en 1985, dont 75 à 80 % vivent de l'agriculture. La croissance démographique moyenne se situerait entre 2,5 et 3 % par an, mais Conakry qui regroupe déjà 13 % de la population, 700 000 habitants, va voir son poids augmenter encore (16,5 % en 1995 avec 5,6 % de croissance annuelle). C'est la seule grande ville du pays (la deuxième, Kankan, ne compte que 80 000 habitants) et le déséquilibre entre la capitale et les régions intérieures est accentué par sa situation côtière. Le relief montagneux du pays, sa forme même, la détérioration du réseau routier ne favorisent pas non plus les échan-

(1) Cf. l'article du directeur de la FAO, E. Saouma, « Afrique, éviter le naufrage », *Le Monde diplomatique*, sept. 1986.

ges et l'intégration nationale. La Haute-Guinée et la zone forestière sont plus orientées vers les pays voisins, que vers la capitale.

En outre, la politique de l'ancien régime a renforcé les obstacles géographiques par une centralisation excessive sur Conakry et un abandon du paysannat.

Le poids du passé

Après la mort de Sékou Touré et l'instauration d'un nouveau régime en avril 1984, les observateurs étrangers s'étonnèrent de découvrir un pays laissé quasiment en friche pendant un quart de siècle, où tout était à reconstruire de fond en comble (2). On s'interrogeait sur le contraste inquiétant entre les images du Président guinéen en 1958 et en 1984, alors qu'il avait fallu moins d'une semaine pour que tout l'édifice qu'il avait établi « s'écroule comme château de cartes » (3). Le remarquable talent oratoire de Sékou Touré avait en effet servi à dissimuler le marasme croissant où s'enfonçait le pays. La « prometteuse » Guinée de 1958, le pays d'Afrique ayant les plus riches potentialités agricoles et minières, se retrouve aujourd'hui au rang des Pays les moins avancés, les PMA, avec un PNB de l'ordre de 300 \$ par habitant. Que Sékou Touré ait eu la volonté de faire triompher et coïncider indépendance nationale et libération sociale,

et qu'il ait été contré par une « néo-bourgeoisie » utilisant l'appareil politique et administratif comme moyen de pouvoir, comme le pense Jean Suret-Canale, ou, au contraire, qu'il se soit servi de cette clientèle et du clan familial pour asseoir une dictature sanglante, comme l'affirme pour sa part Ansoumane Dore (4), universitaire guinéen en exil, l'histoire politique de cette période trouble reste à écrire une fois les passions apaisées. Mais ce qui, par contre, est indéniable, c'est bien le délabrement de ce pays où un État, une société civile, une économie licite sont à créer et qui, de ce fait, présente un champ expérimental sur lequel s'affairent les « experts internationaux ».

Sous « l'ancien régime », le système coercitif imposé dans les campagnes est largement responsable du déclin de l'agriculture. Toute une série d'institutions collectivistes inefficaces se sont succédé. Les coopératives agricoles de production, centres de modernisation rurale, brigades motorisées de production et, depuis 1978, à plus large échelle, les fermes agropastorales d'arrondissement, pour lesquelles fut créé un ministère particulier, ont mobilisé la quasi-totalité des investissements consacrés au secteur agricole. Il s'agissait de créer une agriculture d'État, mécanisée, totalement en dehors des organisations traditionnelles locales et devant les stimuler. Les paysans fournissaient la main-d'œuvre « volontaire » de ces organismes, gérés par des jeunes formés à la hâte, affectés d'office et salariés de l'État. Le matériel standard, livré par les pays de l'Est, était mal

(2) Cf. M.A. Barry, « Rien à reconstruire, tout à bâtir », *Jeune Afrique plus*, 8, juin 1984, et la série d'articles de J.-C. Pomonti, « La Guinée en convalescence », *Le Monde*, 24, 25, 26 mai 1984.

(3) Y. Benot, « Sékou Touré : essayer de comprendre », *Politique africaine* 14, juin 1984, pp. 121-124.

(4) A. Dore, *Économie et société en République de Guinée 1958-1984 et perspectives*, Chenove, Bayardère, 1986, 504 p.

adapté aux conditions locales et mal utilisé. La production de ces fermes devenait très vite plus faible que celle des exploitations paysannes environnantes.

Cette politique a eu pour résultat le gaspillage financier et humain et a provoqué chez les paysans une profonde défiance vis-à-vis de toute forme d'organisation collective.

Le bas niveau des prix fixés par l'État, l'obligation de livrer une certaine quantité, même faible, de leur production, les « normes », n'incitaient pas les paysans à produire de surplus pour les vendre aux magasins d'État. Les producteurs se sont repliés sur l'autoconsommation familiale, le marché noir s'est développé ainsi que la recherche d'activités non agricoles et donc, l'exode rural.

On retrouve ainsi en Guinée le schéma très africain d'une paysannerie que le discours désignait comme première bénéficiaire du développement, mais qui en fait fut sacrifiée aux intérêts de la nouvelle classe urbaine gestionnaire de l'appareil d'État. Or la paysannerie n'est pas soumise à cette classe puisqu'elle s'est retirée du marché officiel, a conservé sa propre organisation de production et créé ses propres circuits d'échange.

Ce repli a provoqué un effondrement de la production agricole : celle des produits d'exportation, d'abord, avec la chute de la banane après le départ des planteurs (de 100 000 t. à presque rien aujourd'hui) et celle du café, qui existe encore mais qui fuit à travers les frontières. Les exportations agricoles ne représentent plus que 3 % en valeur contre 68 % en 1958, différence compensée par le fort développement du secteur minier. Mais, surtout, le plus important est la montée de la dépendance alimen-

taire ; la production vivrière aurait à peine suivi le rythme démographique dans les campagnes. Les importations de riz, en progression constante avant 1984, ont presque doublé depuis. Elles sont passées de 7 000 t en 1958 à 50 000 t en 1982, ont dépassé 100 000 t en 1985 et atteint 160 000 t pour l'année 1986.

Au printemps de 1986, les barrières à la sortie de Conakry étaient supprimées, le riz pouvait s'écouler légalement à l'intérieur du pays et le journal *Horoya* déplorait le « parasitisme » des campagnes...

Riz et autosuffisance alimentaire

En Guinée, le problème du riz est fondamental car c'est non seulement l'aliment de base dans toutes les régions, mais aussi la principale culture, avec quelque 45 % des superficies cultivées.

La production actuelle, entre 280 et 300 000 tonnes en 1985, suffirait à nourrir une population rurale qui ne présente pas de signes évidents de sous-nutrition, à peine un léger déficit en protéines. Par contre, pour les années à venir, la production de riz, et des autres denrées, doit augmenter pour faire face à l'accroissement démographique.

Le problème le plus urgent, celui de l'approvisionnement de la capitale, ne peut pas, dans les conditions actuelles de production, être résolu par une contribution des régions. Conakry consomme actuellement quelque 75 000 t de riz par an et verra ses besoins augmenter

d'ici à 1995 de 50 000 tonnes. La ville est donc dépendante du marché extérieur et cette situation va durer.

Les « experts » estiment en effet que parvenir à l'autosuffisance en riz en dix ans impliquerait un effort considérable de production, une croissance de 47 %, soit 4 % par an. Cet effort concernerait surtout la zone côtière proche de la capitale pour minimiser le coût du transport, et parce que cette zone a les meilleures aptitudes pour le riz. Mais pour atteindre un tel objectif, la seule augmentation de la productivité des systèmes paysans ne suffirait pas ; il faudrait investir pour réaliser des aménagements nouveaux de production intensive. Or, dans ces conditions, l'autosuffisance coûterait très cher, pourrait s'avérer anti-économique par rapport à des cours mondiaux particulièrement bas (80 à 90 000 F guinéens (FG), la tonne, entre 200 et 250 \$).

Il est donc préconisé, ce qui se fait déjà, de profiter du bas prix du riz pour en importer et ce, en dépit du potentiel national qui est pourtant reconnu comme très élevé (5).

(5) Les idées et les chiffres cités dans ce passage proviennent des études les plus récentes élaborées pour le Ministère du développement rural guinéen par un bureau d'études avec lequel nous avons collaboré. Les auteurs ont eu beaucoup de difficultés à estimer la production et les besoins, en l'absence de toute donnée fiable sur l'agriculture. Ils ont parcouru le pays, confronté diverses sources et fourni ainsi des ordres de grandeur qui sont les seuls existants.

Une conjoncture d'assainissement

Ce raisonnement est bien dans la logique uniquement économiste de la Banque mondiale, pour qui il n'est pas question de soustraire un pays au marché mondial pour protéger les producteurs. Dès 1983, la Banque proposait à la Guinée de revaloriser la petite exploitation familiale en restaurant les incitations économiques à la production grâce à un environnement de pluralisme commercial où les prix seraient progressivement fixés par le jeu des forces du marché.

Depuis le début de 1986, c'est chose faite ; la Guinée applique une politique d'assainissement conforme à l'orthodoxie libérale. S'y associent ouverture sur le marché international, libre circulation des marchandises, privatisation, austérité et, à terme, liberté totale des prix.

Le suivi des activités paysannes dans la zone côtière pendant cette « ère des réformes » (6) montre que si, au début, les mesures prises ont eu des effets positifs, les problèmes structurels demeurent, voire s'aggravent avec plus de libéralisme et risquent de compromettre tout développement du secteur agricole.

La disparition du parti et des sociétés commerciales d'État ont eu des effets directement bénéfiques pour les paysans, en supprimant des sources essentielles de prévarication. Puis, avec la libération des

(6) Cette partie s'appuie sur les recherches en cours que j'effectue dans le cadre d'une équipe qui associe des chercheurs du CEGET-CNRS et des chercheurs guinéens sur la contribution de la zone côtière à la sécurité alimentaire du pays. Sur les réformes en cours, voir F. Gaulme, « La Guinée à l'heure des réformes », *Marchés tropicaux*, 13 juin 1986.

prix, les denrées agricoles et les produits de consommation courante se sont retrouvés à leur niveau le plus élevé du marché noir, ce qui a ouvert le marché. La dévaluation du syli (de 1 400 %) et son remplacement par le franc guinéen en décembre 1985 ont fait un peu monter les prix, ceux des légumes, du manioc, des fruits, de l'huile de palme. Dans un contexte de pénurie, le marché est très ouvert actuellement.

Mais le prix du riz comme celui de l'essence, étant donné leur impact sur le niveau de vie urbain, sont restés fixés. Il fallait compenser la hausse des prix liée à la dévaluation (malgré une hausse insuffisante des salaires de 80 %) et augmenter les quantités de riz importé pour qu'il n'y ait plus de marché parallèle, et contrer ainsi la spéculation.

Des commerçants indépendants sont autorisés à importer du riz et à ouvrir des magasins. Pour les citadins qui bénéficiaient des distributions de riz au prix officiel antérieur, la hausse des prix est forte ; pour ceux qui achetaient sur le marché noir, ils ont plutôt baissé. De 20 FG en janvier, le prix a été fixé à 80 FG en avril, puis à 100 FG en juillet à Conakry, l'objectif étant d'atteindre les prix des pays voisins.

Pour les producteurs, cette abondance de riz a tendance à faire baisser le prix du riz local cette année. Le prix du riz local variait beaucoup selon les lieux et les périodes au cours de la campagne 1985-1986 : de 100 à 250 FG le kg avec un prix très élevé à la récolte à Conakry (200 FG en février 1986), étant donné la forte demande. Mais depuis, les fluctuations sont moindres, le prix se fixe davantage par rapport au riz

importé plus abondant, soit au même niveau, soit légèrement au-dessus (à produit équivalent riz blanc net) et ce, même en période de soudure. La spéculation des commerçants locaux, auprès de qui les paysans s'endettent, se trouve réduite, mais ne risque-t-on pas de décourager la production locale si l'on trouve du riz prêt à cuire à tout moment sur les marchés ruraux, à un prix abordable ? Ce fut le cas en Casamance, au Sénégal, quand le colonisateur a importé du riz d'Indochine.

Déjà, sur la côte autour de Conakry, en pleine période de travaux rizicoles, en juillet, les producteurs ne nous ont pas semblé très motivés par la production de riz. Ils étaient peu nombreux dans les champs car souvent occupés à tout autre chose, commerce ou activités sociales. Là, l'influence de la ville est forte, l'exode des jeunes généralisé (ces jeunes, dit-on, qui ne savent pas prendre la houe), les déplacements vers la capitale sont fréquents ; et puis tous les autres produits se vendent facilement, en particulier le sel, plus rémunérateur que le riz, et d'importantes superficies de rizières ont été reconverties en salines. Par contre, dans la partie nord de la côte où les traditions rizicoles sont plus élaborées, les producteurs sont plus intéressés par une augmentation de la production de riz mais sont sensibles aussi aux variations de prix.

Ainsi, les riziculteurs voient leurs revenus limités par la pression du marché mondial et par le bas niveau de vie des consommateurs urbains. Mais ils sont doublement pénalisés car il leur est impossible d'accéder aux intrants et au matériel s'ils ne sont pas subventionnés.

Promouvoir l'utilisation de l'engrais, par exemple, paraît être la

panacée ; mais l'engrais est trop cher : il est monté de 18 à 150 FG le kg depuis la dévaluation ; d'ailleurs, même si son prix était subventionné, on ne saurait pas l'utiliser.

De même, l'importance du travail requis avec des techniques manuelles limite les superficies cultivées ; c'est pourquoi les paysans réclament des tracteurs sans se rendre compte que leur prix leur est tout à fait inaccessible et les modèles disponibles, peu adaptés aux sols lourds des bas-fonds. Ils ont comme référence les prix des tracteurs livrés auparavant par les pays de l'Est qui sont totalement coupés d'une quelconque vérité économique.

Quant aux aménagements, tous les Guinéens intéressés par l'agriculture sur la côte en rêvent. Pour eux, le retour des « Blancs » signifie la reprise des travaux commencés vers l'indépendance ou la « réhabilitation » des périmètres irrigués, tous détruits et abandonnés. Mais aucun bailleur de fonds ne paraît pour l'instant décidé à entreprendre ces travaux colossaux ; les coûts sont gigantesques, les problèmes techniques ardues en raison de l'érosion marine. De plus, on se méfie désormais, après l'expérience de la vallée du fleuve Sénégal, des entreprises de ce type. Par contre, des aménagements partiels des parties les plus hautes des plaines ou de petites vallées seraient moins coûteux et plus facilement maîtrisables par les agriculteurs.

Les paysans réclament aussi de l'aide pour lutter contre l'invasion du sel, les herbes, les prédateurs, pour transformer les produits ; ils demandent des décortiqueuses, des concasseurs.

Les contraintes se situent à tous les niveaux de la filière de produc-

tion et, malgré certains savoir-faire remarquables, les rendements sont faibles avec la seule utilisation du travail humain. Les Baga savent, comme les Diola de Casamance ou les Balante de Guinée Bissau, construire de véritables polders dans les mangroves. Les Mikiforès pratiquent une double culture du riz en profitant de la topographie de leur plaine, tout en cultivant une grande variété de cultures sèches. D'autres établissent des vergers en culture associée sur de hautes buttes. Il y a là des dynamismes paysans insoupçonnés, auxquels on ne s'est jamais intéressé.

Plutôt que d'aider les producteurs d'aliments de base, la Banque mondiale préconise de mettre l'accent sur les cultures d'exportation pour lesquelles le pays aurait un avantage comparatif.

Le palmiste qui n'était pas utilisé avec un prix de 15 FG a afflué chez les commerçants quand il a été acheté 60 FG le kilo. Mais les prix du palmiste étant bas sur un marché mondial saturé, l'euphorie n'a duré que quatre à cinq mois ; on ne l'achète plus depuis novembre. Il n'est pas question de relancer la banane, pourtant si chère aux Guinéens qui vivent dans le mythe des années cinquante ; le marché extérieur est totalement fermé. Les mangues, de très bonne qualité, auraient plus de chances, mais des problèmes de calibrage, de conditionnement, de transport, de partenariat se posent ; pour l'instant, elles pourrissent sur place. La Guinée pourrait obtenir un quota de 15 000 tonnes pour son café, c'est bien peu...

Arrivé le dernier sur le marché mondial, dans une conjoncture de prix bas, le pays a bien peu d'atouts... En fait, sa meilleure ressource est son potentiel vivrier, son

climat humide, les sols variés, les savoir-faire paysans élaborés, même si les contraintes sont importantes. Mais pour développer ce potentiel, une politique tout autre, qui protégerait la production locale, serait nécessaire. Or, elle est bien peu conforme aux options économiques retenues. Une politique préconisant encore plus de libéralisme ne répond pas à la crise structurelle de l'agriculture : elle comprime les investissements et accroît la fragilité vis-à-vis de l'extérieur. Pour l'heure, un développement plus autocentré, avec comme corollaire l'effort vers l'autosuffisance alimentaire, reste un concept idéologique qui ne se traduit par aucun objectif opérationnel.

Une stratégie alimentaire

Comment concilier autocentrage et ouverture sur le marché mondial ?

Un premier pas en ce sens pourrait être de profiter de la différence entre prix extérieur et intérieur du riz pour dégager des ressources et les consacrer à des aménagements dans les zones les plus favorables. Mais on léserait sans doute ainsi bien des intérêts particuliers.

On peut se demander si la Guinée ne va pas continuer à se passer d'un développement de son agriculture, dans la mesure où la bauxite permet en fait de faire vivre Conakry. Le pays équilibrerait encore sa balance commerciale en 1985, et même si la balance des paiements est déficitaire (avec une dette de

quelque 1,6 milliard de dollars équivalente au produit intérieur brut), le rééchelonnement des paiements a été obtenu sur dix ans et des fonds nouveaux octroyés. La Guinée est actuellement le pays d'Afrique le plus étroitement encadré par l'aide internationale.

Cela dit, les paysans guinéens ne sont pas misérables ; leur situation est meilleure que dans bien des pays d'Afrique aux conditions naturelles plus difficiles. Une politique agricole plus favorable au paysannat avec soutien des prix, crédit à l'agriculture, investissements prioritaires dans le secteur impliquerait des sacrifices pour la population urbaine, clientèle politique fort sensible, ainsi qu'une révision des alliances de classe. Mais un « développement » rural pourra-t-il être longtemps différé alors que le coût des importations de vivres représente environ la moitié des ressources en devises ? Si une « stratégie alimentaire » était à l'ordre du jour en Guinée, la logique du raisonnement devrait être complètement inversée : « définir au préalable les objectifs internes d'un développement réellement autocentré et tourné vers la satisfaction des besoins locaux, et ensuite seulement examiner les directions vers lesquelles il faudrait orienter l'organisation des relations extérieures afin de favoriser la réalisation de ces objectifs » (7).

Les prochains mois apporteront des réponses plus concrètes sur la place accordée à un réel développement rural en Guinée.

(7) P. Jacquemot, M. Raffinot, *Accumulation et développement : dix études sur les économies du Tiers-monde*, Paris, L'Harmattan, 1985, 390 p. (p. 216).